



Les monnaies locales : un levier de relance de nos territoires

Simon-Pierre Sengayrac, Michel Guémy et Adrien Lavayssière.



L'arrêt temporaire de l'activité durant la période de confinement a mis en tension de nombreux pans de notre économie composés de petites structures : TPE, PME, artisans et commerçants. Ces entreprises de taille modeste composent plus de 99% des entreprises en France, embauchent près de la moitié des salariés et réalisent plus de 40% du PIB marchand¹. En raison de leur rôle social et économique mais aussi en raison de leur rôle dans la structuration des territoires, leur survie est nécessaire pour assurer le bon fonctionnement de notre économie et pour éviter une hausse spectaculaire du chômage. Or cette survie repose sur les liquidités qui entrent dans leurs caisses et qui leur permettent de faire face à leurs obligations : régler les factures, payer les salaires, s'acquitter de l'impôt ; ainsi qu'investir et développer leurs activités. Bien que l'activité reprenne aujourd'hui, les fragilités demeurent dans de nombreux secteurs : tourisme, événementiel, hôtellerie, transports, restauration, agroalimentaire... Une période périlleuse s'ouvre désormais faite d'incertitudes quant à la capacité de ces entreprises à survivre au choc du confinement. Une fois les aides exceptionnelles mises en place par le gouvernement consommées, une fois le dispositif de

¹ Insee

chômage technique levé, une fois les facilités de caisse terminées les acteurs de l'économie devront compter sur leur résilience et sur les choix des consommateurs pour perdurer.

Et si le moyen le plus efficace pour relancer l'économie dans nos territoires se trouvait dans nos portefeuilles ?

Les monnaies locales complémentaires et citoyennes (MLCC) sont un outil formidable pour relancer l'activité locale en période de crise.

Ces monnaies possèdent les mêmes caractéristiques que les monnaies traditionnelles à la différence qu'elles sont « non globales et non nationales² ». Elles existent en France depuis plusieurs décennies mais ont vu un essor marqué suite à la crise de 2008, comme réponse locale aux insuffisances du système économique et monétaire international. Il en existerait aujourd'hui environ 80³ (bien qu'aucun recensement ne soit à jour), de forme très variable (en format numérique ou papier, à utilisation thématique ou non, limitées aux échanges entre entreprises ou comme moyen de paiement) et à des échelles variables (un quartier, une ou plusieurs villes, et pour certaines une région). Elles ont été reconnues dans le droit français par la loi du 31 juillet 2014 sur l'économie sociale et solidaire⁴. Le cadre posé par ce texte définit ces monnaies comme suit :

- Elles sont créées et distribuées par une structure de l'ESS : une entreprise sociale, une coopérative, et plus régulièrement une association ;
- Leur valeur est à parité avec l'euro : un euro-local vaut un euro ;
- Leur utilisation est encadrée par le Code monétaire et financier qui dispose que leur utilisation doit être circonscrit à un territoire et une population réduite. Dans ce cadre, la monnaie est exonérée d'agrément de l'autorité de contrôle prudentielle et de résolution (ACPR). Pour être utilisée sous forme numérique, elle est en revanche soumise à l'obtention d'un agrément ;
- Elles ne peuvent être thésaurisées, c'est-à-dire épargnées ;
- Les euros échangés doivent être conservés dans un fonds de réserve pour pouvoir être échangés à tout moment (mécanisme dit de la monnaie pleine).

La période que nous vivons est propice au développement des monnaies locales. Elles sont en effet un formidable outil de relance de l'économie locale du fait d'une meilleure circulation entre les agents économiques (I). Ce faisant, elles contribuent au développement économique sur un territoire restreint et amorcent le début d'une relocalisation des activités en incitant les entreprises à échanger avec leurs fournisseurs en cette monnaie (II). Il est primordial de se saisir de cet outil aujourd'hui, pour sauver nos petites entreprises, dans un cadre de relances régionales (III).

² Mission d'étude sur les monnaies locales complémentaires et les systèmes d'échange locaux, Jean-Philippe Magnen, 2015

³ monnaie-locale-complementaire-citoyenne.net affiné par les échanges internes à Osons le progrès

⁴ LOI n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire

I. Les monnaies locales : un formidable outil de relance économique

Les monnaies locales sont un outil particulièrement efficace pour relancer l'économie au niveau local et créer de nouveaux socles de résilience économique des entreprises et des territoires. Elles ont en effet la faculté de stimuler l'activité locale avec une plus grande efficacité que l'euro du fait d'une vitesse de circulation plus rapide : non thésaurisées, elles sont constamment utilisées à 100% dans l'économie réelle (le chiffre serait de 40% pour l'Euro⁵). Ce faisant, leur vitesse de circulation est accrue et permet donc de réaliser un nombre plus important de transactions sur une période donnée.

Concrètement, cette faculté repose sur deux éléments :

- Il n'existe pas de placement en monnaie locale qui permette de bénéficier du mécanisme de l'intérêt (contrairement aux investissements dans l'immobilier, sur les marchés financiers ou sur des livrets d'épargne). Par conséquent, les agents économiques sont plus enclins à utiliser la monnaie acquise ;
- Elles sont pour la plupart « fondantes », elles perdent régulièrement de la valeur à une vitesse décidée par la structure émettrice. Ce mécanisme, qui s'apparente à l'inflation, réduit régulièrement le pouvoir d'achat de la monnaie locale et incite donc ses détenteurs à l'utiliser. Pour la monnaie locale, cette « inflation » est organisée de deux manières. La conversion de la plupart de ces monnaies en euros a un coût : 5% de la valeur détenue dans le cadre de l'Eusko (la monnaie locale du Pays Basque). Par ailleurs, plusieurs monnaies demandent le paiement d'un timbre après détention de monnaie locale après un certain temps. Ainsi, la MIEL, monnaie locale de Libourne, demande le paiement d'un timbre de 2% par semestre⁶.

En première lecture, il s'agirait donc d'une monnaie qui favorise la consommation, hyper-comportement que d'aucuns s'entendent à critiquer comme accélérateur des crises systémiques. La différence ? cette consommation postulée s'insère dans le cadre de réseaux locaux de production.

L'utilisation des monnaies locales prend donc tout son sens aujourd'hui : il est possible pour les ménages d'utiliser leurs euros pour épargner - et ainsi faire face à l'inquiétude soulevée par la conjoncture actuelle - et d'utiliser la monnaie locale pour leurs transactions courantes. Aussi indolore que cela puisse paraître à l'échelle individuelle, à l'échelle d'un territoire, cela accroît le nombre de transactions réalisées car chaque euro en monnaie locale utilisé à un instant T, sera réutilisé immédiatement plutôt qu'épargné. En Bavière, en 2014, le Chiemgauer a généré l'équivalent de 7 M€ de transactions, soit 7 fois plus que l'encours de la monnaie cette année-là⁷. En Normandie, 67 000 € échangés en RolloN ont généré un revenu de 252 000 RolloN en 10 mois (d'avril 2019 à février 2020), soit plus de 3,5 fois plus⁸.

⁵ Banque de France

⁶ monnaie-locale-complementaire-citoyenne.net/

⁷ Mission d'étude sur les monnaies locales complémentaires et les systèmes d'échange locaux, Jean-Philippe Magnen, 2015

⁸ Entretien Osons le progrès

Quel autre actif non risqué génère 3,76 fois son encours en moins d'un an ?

La rapidité de la reprise pourrait donc dépendre de notre propension à commercer en monnaie locale : plus nous les utiliserons, plus nous nous assurerons que les petites entreprises survivent au choc de cette crise. Or, **nous estimons que près du tiers de la consommation des ménages pourrait être réalisé en monnaie locale**. En effet, les achats alimentaires, d'habillement, de transport, de loisirs et dans les hôtels et restaurants sont réalisables à l'échelle d'un territoire, soit auprès de petites structures, soit auprès de structures publiques et parapubliques, toutes pouvant accepter la monnaie locale comme intermédiaire des échanges. Ces achats pesaient en 2016 37,1% dans le panier de consommation des ménages pour un total de 583 Md€⁹.

Au-delà de ces arguments économiques, l'utilisation de monnaies locales répond également à une logique volontariste, d'aucuns appelleraient militante, qui a également la faculté de dessiner le type de relance économique que nous souhaitons. La prise de conscience que l'acte de consommation a un impact économique et social a certes déjà cours sans utilisation de monnaies locales. En revanche, ces monnaies apportent un élément supplémentaire à cette logique : le fonctionnement en circuit fermé d'acteurs géographiquement ancrés assure qu'il n'y a aucune « perte dans le modèle » ; 100% de la valeur échangée en monnaie locale enrichira le territoire sur lequel elle a cours, structurant l'ensemble de la chaîne de valeur : du consommateur au commerçant, du commerçant au producteur. *A contrario*, A Bristol, où la Bristol Pound est l'une des plus grandes réussites de monnaies locales à ce jour, il a été calculé que faire ses achats en Livre Sterling dans des supermarchés conduisait à la fuite de 80% de la valeur de ces échanges en dehors du territoire où ils ont été réalisés¹⁰. Cette perte en ligne est exponentielle avec l'internationalisation des échanges et donc sur les produits essentiellement produits à l'étranger. Il ne s'agit pas naturellement de développer une monnaie locale *contre* l'alimentation d'un circuit économique global mais bien *pour* l'autonomisation du tissu économique local et la structuration de sa résilience. Il s'agit de faire émerger un nouveau modèle de solidarité organique local.

Les monnaies locales ont donc cette faculté de relancer l'économie locale avec une plus grande vigueur que l'euro, et en en faisant principalement bénéficier les petites structures ancrées sur leur territoire qui structurent les chaînes locales de valeur et d'emplois. Il ne s'agit pas ici d'inciter à consommer davantage mais d'orienter ses choix pour en faire profiter certaines structures plutôt que d'autres. La monnaie circule mais chaque consommateur a le pouvoir de décider au profit de qui. En utilisant une monnaie locale, on fait le choix d'aider au développement de petites structures locales plutôt qu'à celui de groupes internationaux. La monnaie n'est pas « un vecteur d'échange neutre mais un véritable fondement de la vie en société¹¹ » : en utilisant sa monnaie, nous pouvons dessiner la société que nous voulons.

⁹ Source : Insee

¹⁰ Source : *The innovators: the Bristol pound is giving sterling a run for its money*, The Guardian, 7 juin 2015

¹¹ Mission d'étude sur les monnaies locales complémentaires et les systèmes d'échange locaux, Jean-Philippe Magnen, 2015

II. Les monnaies locales : un formidable outil de relocalisation

1. L'utilisation de monnaies locales entre entreprises favorise les relations commerciales au sein d'un territoire

a. Vers la construction de chaînes d'approvisionnement locales...

Le pouvoir de l'acte de consommation en monnaie locale est encore plus révélé *après* que celui-ci soit réalisé. Consommer dans un commerce local plutôt que dans une entreprise plus « anonyme » dont on ne connaît pas la répartition de la valeur c'est non seulement enrichir celui-ci au détriment de celle-là mais c'est également stimuler les relations entre entreprises au sein d'un territoire.

En effet, les monnaies locales ne sont pas qu'un moyen de paiement des consommateurs dans des commerces. Elles sont aussi un moyen de paiement entre entreprises. Or, seules les entreprises présentes sur un même territoire peuvent échanger dans la même monnaie locale. L'éditeur achètera donc son papier auprès d'un producteur local, les épiceries et commerces de bouche s'approvisionneront davantage auprès des agriculteurs du territoire, les entreprises de service à la personne (coiffeurs, plombiers, aides à domicile, etc.) achèteront davantage de matériel auprès de fournisseurs locaux. Au Pays Basque, 56% des entreprises utilisant l'Eusko – la monnaie locale – ont changé de fournisseurs l'année suivant le début de l'utilisation de cette monnaie¹². D'un point de vue comptable, fiscal et social, cela ne change rien : les monnaies locales n'ont pas d'existence comptable donc les impôts, les salaires et les cotisations patronales sont toutes versées en euros. Cela ne pose aucun problème puisque la valeur engrangée par l'entreprise est la même (du fait de la parité entre les monnaies locales et les euros). Seule change la traduction monétaire de cette valeur.

A une époque où l'on parle plus que jamais de souveraineté économique, de relocalisation et de *Made in France* dans le débat public, en témoigne le forum organisé en janvier 2020 à l'Élysée sur le sujet en présence de 500 entreprises françaises¹³, on est ici en possession d'un vecteur particulièrement efficace pour lui donner vie : et si pour produire en France, on commençait par s'assurer que notre monnaie d'échange ne circule qu'entre ses acteurs ?

Encore une fois, il ne s'agit pas d'exclure un mode d'échange par rapport à un autre, de chercher à se refermer sur un territoire au détriment du territoire national ou de la Zone Euro ; il s'agit de faire le constat que les monnaies locales et l'Euro ne remplissent pas la même fonction économique et sociale et donc d'utiliser l'outil le plus adapté à chaque forme de transaction. « L'économie de marché » au sens que lui donne Fernand Braudel¹⁴ et celle qui s'organise à petite échelle, au sein d'un bourg, d'une ville, puis d'un ensemble de bourgs

¹² Euskalmoneta.org

¹³ La Grande Exposition du Fabriqué en France s'est déroulée les 18 et 19 janvier 2020 à l'Élysée lors de laquelle 120 produits français ont été exposés

¹⁴ *La Dynamique du capitalisme*, Fernand Braudel, 1977

et de villes. Elle ne s'oppose pas à ce qu'il appelle « capitalisme » - c'est-à-dire l'organisation des échanges à l'échelle internationale passant par l'intervention de nombreux acteurs et une longue chaîne d'approvisionnement – les deux coexistent et entretiennent des relations marchandes entre elles. Les monnaies locales sont celles à utiliser dans cette « économie de bourgs », qui organise les rapports marchands à petite échelle. Les entreprises – au même titre que les consommateurs – auront toujours besoin de l'Euro dans de nombreuses transactions ainsi que l'économie dans son approche globale et systémique : rembourser leurs crédits, s'acquitter des impôts, payer leurs fournisseurs étrangers ou présents sur un autre territoire, investir en mobilisant l'épargne sous forme de prêts, d'obligations ou de prises de participations. Mais elles peuvent participer au mouvement de relocalisation partielle de l'activité économique en concentrant autant qu'elles le souhaitent leurs transactions sur un même territoire.

b. ...Pour la création d'une économie résiliente

Nous soutenons que les entreprises ont même tout intérêt à participer à ce mouvement de relocalisation par le biais de l'utilisation des monnaies locales.

Premièrement, l'utilisation d'une monnaie locale favorise les circuits courts, les entreprises disposent alors de leurs fournisseurs à proximité, fiabilisant les chaînes d'approvisionnement et permettant de réduire les coûts de transports et de logistique.

Mais plus fondamentalement, les entreprises bénéficient de l'effet d'entraînement des monnaies sur l'activité par le biais de la vitesse de circulation. Une plus grande vitesse de circulation de la monnaie a deux effets bénéfiques pour une entreprise :

- Ses revenus sont accrus par le nombre plus élevé de transactions sur une période donnée ;
- Sa trésorerie en est gonflée : un niveau plus élevé de transactions signifie des entrées de liquidités plus importantes.

Pour nos TPME, artisans, agriculteurs et commerçants qui ont souffert de deux mois de confinement et pour les entreprises de la restauration, de l'hôtellerie, du tourisme et de l'événementiel, durement frappées par l'arrêt de leurs activités, l'époque paraît idéale pour se mettre à accepter les monnaies locales. Cela revient à accepter une nouvelle « source » de revenus : il ne s'agit pas seulement de générer le même chiffre d'affaires exprimé en deux devises différentes, mais bien d'accroître son niveau d'activité global grâce à l'acceptation d'une nouvelle devise. Ceci repose naturellement sur l'effet d'entraînement que constituerait la circulation d'une monnaie locale entre un nombre suffisant d'acteurs. C'est pour cette raison que nous plaçons pour l'adoption de ces monnaies à l'échelle du bassin d'activité (une communauté urbaine, une métropole, voire une région), avec le soutien des Conseils régionaux, comme nous le détaillerons dans la troisième partie. Comme indiqué précédemment, l'utilisation du RolloN en Normandie a généré une valeur d'échanges égale à 3,5 fois la quantité de monnaie qu'il a été nécessaire de mobiliser pour réaliser ces échanges.

2. Les monnaies locales : un instrument de financement adapté aux territoires

Une autre utilité conférée aux monnaies locales repose sur la confiance que les acteurs ont en elle, du fait de son existence extérieure au système bancaire et financier. Comme l'affirment André Orléan et David Aglietta¹⁵, la monnaie est un instrument dont la valeur repose essentiellement sur la confiance que les acteurs économiques placent en elle. Si la confiance dans l'Euro repose sur la puissance du marché européen et sur la solidité de la Banque centrale européenne (BCE), cette confiance est mise à mal par un système financier soumis au risque systémique et à la spéculation sur les marchés financiers. Alors que le système bancaire et financier a besoin de l'injection de 1 350 Md€¹⁶ pour éviter que la crise sanitaire n'entraîne des faillites bancaires et un *credit crunch* à l'économie réelle, les petites structures peuvent souhaiter se financer auprès d'acteurs en qui elles ont davantage confiance, permettant ainsi une maîtrise du risque et une résilience économique accrue.

Les monnaies locales n'étant échangées qu'entre un nombre restreint d'acteurs sur un territoire, et ne pouvant servir d'instrument de spéculation, elles peuvent offrir une complémentarité intéressante au financement de l'économie à une époque où les marchés financiers ne sont pas en mesure d'assurer cette confiance. Alors que le manque de liquidités est responsable de 60% des défaillances d'entreprises¹⁷ il est même urgent de construire un tel système aujourd'hui.

De nombreuses initiatives existent pour répondre au besoin de financement des entreprises *via* l'utilisation de monnaies locales, par le biais d'un système de compensation. Ces systèmes, comme Sardex en Sardaigne, ou SoNantes à Nantes, organisent les paiements entre entreprises pour leur éviter autant que possible d'avoir recours à l'utilisation de monnaie et ainsi « alléger la gestion de la trésorerie¹⁸ ». Il s'agit de systèmes de crédit mutuel entre entreprises au sein d'un réseau de monnaie locale, visant à réduire le coût de leur besoin en fonds de roulement par la compensation des créances et des dettes qu'elles ont les unes envers les autres. Pour se faire, la structure émettrice de monnaie locale agit comme une chambre de compensation en centralisant les avoirs des entreprises partenaires. L'intérêt est donc de ne devoir déboursier que l'écart entre les créances et les dettes, sans souffrir des délais de paiement qui pèsent sur les entreprises de tailles modestes.

Ces éléments soulignent donc un élément essentiel dans la diffusion du plein potentiel des monnaies locales : la maximisation des usages B2B. En effet, la monnaie locale ne doit pas être réduite à « jouer au marchand » ; il s'agit bien d'un media par essence systémique nécessitant son usage sur l'ensemble des chaînes de valeur, de la production à la consommation sans omettre chaque intermédiaire, donc les échanges entre entreprises, entre un transformateur et son fournisseur.

¹⁵ *La Monnaie entre violence et confiance*, Michel Aglietta et André Orléan, 2002

¹⁶ <https://www.ecb.europa.eu/press/pr/date/2020/html/ecb.mp200604~a307d3429c.en.html>

¹⁷ Observatoire des délais de paiement

¹⁸ Mission d'étude sur les monnaies locales complémentaires et les systèmes d'échange locaux, Jean-Philippe Magnen, 2015

Plusieurs systèmes vont même plus loin en remplaçant le système de paiement par un système de troc, où les créances sont « payées » en réalisant une prestation à l'entreprise créditrice. Ici encore, nous retrouvons la velléité profonde des monnaies locales de réserver l'usage de la monnaie à son absolue nécessité, ce qui peut s'avérer salutaire en période de manque de liquidités. Ce faisant, c'est un système de confiance entre entreprises qui est construit : imaginez ne pas avoir à attendre le paiement de ses clients pour pouvoir régler les factures de ses fournisseurs... En Italie, le système Sardex permet de réaliser près d'un demi-milliard de transactions entre entreprises sans qu'elles n'aient à déboursier un euro¹⁹. L'initiative SoNantes révèle que les défaillances d'entreprises au sein de ce genre de réseau ne sont que de 3%²⁰.

En somme, nous avons la possibilité de créer des systèmes qui réduisent le risque de défaillances pour manque de liquidités grâce à l'utilisation d'une monnaie locale au sein d'un réseau d'entreprises. Ce système facilite donc à la fois la relocalisation des chaînes de production et la pérennité des activités. Bref, il accroît la résilience économique de nos territoires.

Les pouvoirs publics peuvent se saisir de ces opportunités pour véhiculer des aides aux entreprises. En versant les aides économiques dans ce type de système, la collectivité s'assure qu'elles sont utilisées sur son territoire. Nous détaillerons dans la troisième partie comment les monnaies locales peuvent être un formidable outil de politiques publiques.

3. La mise en place progressive d'une économie respectueuse des exigences de développement durable

Mais au-delà de ces arguments économiques indéniables, utiliser les monnaies locales permet de s'inscrire dans une démarche de développement durable.

Au sens que lui donne l'ONU, le développement durable repose sur une organisation de l'activité économique respectueuse de l'environnement, des relations humaines et des territoires²¹. Il s'avère que les monnaies locales favorisent l'émergence d'une telle organisation augmentant l'interdépendance de ces pans.

En stimulant les circuits courts, elles ont un double effet : réduisent l'impact environnemental de la production causé par le transport des marchandises et augmentent le sentiment de responsabilité des consommateurs sur les modes de production et d'utilisation de « leurs » terres par la proximité (nappes phréatique, qualité des sols...). Plus encore, elles organisant la circulation de la monnaie au sein d'un circuit clos, ne finançant pas certaines activités organisées à une échelle plus opaque et impersonnelle et étant particulièrement polluantes (énergie, industrie textile, industrie agroalimentaire).

Ce faisant, elles stimulent une forme de transactions plus incarnée, car reposant sur un nombre limité d'intermédiaires (les consommateurs et fournisseurs d'un territoire), tous mus

¹⁹ Sardex.net

²⁰ Mission d'étude sur les monnaies locales complémentaires et les systèmes d'échange locaux, Jean-Philippe Magnen, 2015

²¹ Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

par la volonté de promouvoir les produits et savoir-faire locaux. Ancrer la monnaie dans un territoire c'est aussi concevoir les transactions comme une relation interpersonnelle au moins autant que comme un échange d'intérêt. Il s'agit par ce biais de réintroduire une part de « solidarité mécanique » sur le marché, comme le souhaitait Durkheim²², en reconnaissant à l'autre partie de l'échange (l'acheteur quand on est vendeur, et *vice versa*) une similitude de valeurs et une conception similaire des échanges qu'on ne retrouve pas dans des grandes structures, impersonnelles et organiques.

Enfin, les monnaies locales enrichissent les territoires, comme cela a été expliqué à plusieurs reprises précédemment. Elles l'enrichissent économiquement, par le mécanisme de la vitesse de circulation de la monnaie, et également en promouvant les savoir-faire, les entrepreneurs, les innovateurs et les systèmes locaux.

III. Une monnaie régionale, démocratique et de confiance pour relancer l'économie par les territoires

La crise sanitaire souligne les risques de notre modèle économique global : notre hyperdépendance à la mondialisation y compris pour des produits que nous saurions produire, le manque de résilience de nos territoires en matière de développement économique et social, la fragilité d'un grand nombre de secteurs économiques, le besoin d'adapter au niveau local des solutions pour les rendre plus pertinentes et adaptées.

Nous devons saisir la fenêtre ouverte par la crise du Covid19 pour développer les monnaies locales en France. C'est en effet alors que l'activité économique tourne au ralenti et que nos TPE, PME, artisans et commerçants sont les plus fragiles qu'elles prennent toute leur pertinence dans l'économie française. Plus qu'un enjeu de sauvetage de ces structures, il s'agit d'un remodelage de notre modèle économique autour d'une organisation plus locale des échanges et plus résiliente. La capacité à créer et structurer des systèmes locaux répondrait ainsi à une fonction contracyclique qu'une monnaie locale pourrait alimenter.

Avec près d'une dizaine d'années de retours d'expérience, les acteurs des monnaies locales commencent à avoir une idée précise du modèle à adopter pour qu'elles aient un véritable impact sur la structuration économique locale. Nous appelons de nos vœux l'adoption de monnaies locales complémentaires à l'échelle de chacune des régions, promue par les plans de relance que les Conseils Régionaux sont en train de mettre en place par leurs budgets rectificatifs 2020 et leurs budgets primitifs pour 2021. Nous proposons dans les paragraphes suivants un modèle pérenne de monnaie locale capable de répondre à cette double exigence de relance économique et de relocalisation des chaînes de production.

1. Les régions, territoires privilégiés des monnaies locales

De nombreuses initiatives locales peinent à passer à l'échelle du fait d'un manque de moyens qui entraînent à la fois un manque de visibilité et une incapacité à organiser la création et la diffusion de la monnaie sur le territoire où elles sont implantées. Plusieurs de ces monnaies

²² *De la Division du travail social*, Emile Durkheim, 1893

n'émettent que quelques milliers d'unités de monnaie, au sein d'un réseau d'*aficionados* déjà acquis à la cause. Or, ce type de projets ne permettent pas à un bassin d'activités de bénéficier des atouts des monnaies locales. Pour que ces monnaies aient un véritable impact sur les territoires, il faut qu'elles soient de tailles suffisamment conséquentes pour embrasser une part relativement importante des échanges.

Cette notion d'échelle est de deux ordres :

- L'échelle du collectif moteur, c'est-à-dire la capacité à créer un projet et un objectif capable de fédérer un nombre suffisant d'acteurs (consommateurs, commerçants, fournisseurs...) de nature à créer un effet de système et de chaîne de valeur interdépendante.
- L'échelle géographique nécessaire à la constitution d'une communauté suffisante et permettant un bassin critique de liquidité.

Nous pensons que l'échelle pertinente au développement des monnaies locales est celle du bassin d'activités. C'est en effet au sein d'un écosystème intégré d'acteurs économiques que se révèlent le mieux les atouts de ces monnaies. Il nous paraît également important de rester flexible sur les contours géographiques de diffusion de ces monnaies pour embrasser un ensemble cohérent d'acteurs utilisateurs.

Cela étant dit, le rôle porté par les régions pour structurer les initiatives sur leurs territoires nous paraît déterminant pour plusieurs raisons :

- Les régions sont organisées autour d'un ou de plusieurs bassins d'activités, souvent en lien avec les métropoles de ces territoires. Ainsi, la mise en place de monnaies locales au sein de ces bassins facilitera les échanges entre les acteurs présents et permettra à la fois une relance plus rapide de l'économie régionale et une stimulation des relations entre ces acteurs, premier maillon de la relocalisation d'une partie de l'économie ;
- Depuis la mise en place de la loi NOTRe (2015), les régions sont cheffes de file en termes de développement économique des territoires. Elles sont donc la collectivité pertinente pour engager une politique de relance économique en valorisant les initiatives de monnaies locales sur leur territoire.

Par ailleurs, les initiatives étrangères les plus abouties aujourd'hui sont pour la plupart réalisées à l'échelle d'un territoire équivalent à celui de nos régions françaises :

- La monnaie WIR en Suisse, créée en 1934, qui s'échange entre 60 000 entreprises du pays (soit 1 PME suisse sur 5) ;
- Sardex en Sardaigne, lancée en 2009, une monnaie interentreprises dont la valeur totale de transactions est de 63 M€ pour un encours de 34 M€ ;
- Chiemgauer, la monnaie locale en Bavière, née en 2003, permettant de réaliser 7 M€ de transactions, soit dix fois l'encours de monnaie en circulation²³.

²³ Mission d'étude sur les monnaies locales complémentaires et les systèmes d'échange locaux, Jean-Philippe Magnen, 2015

2. Le soutien de la puissance publique : pivot de la confiance en cet instrument

Le rôle à jouer de la puissance publique, en particulier des régions, nous paraît consubstantiel à la réussite de telles initiatives. Les structures émettrices étant pour la plupart non-marchandes, les seuls moyens financiers dont elles disposent sont les adhésions de leurs membres et le subventionnement public. Or, il est impérieux de faciliter autant que possible le recours aux monnaies locales pour en généraliser l'usage ; la barrière à l'entrée que représente ce coût d'adhésion pourrait suffire à les décourager et n'est donc pas à privilégier. Toutefois, le soutien de la puissance publique ne se limite pas à subventionner les associations émettrices. Par ailleurs, postulant le fait qu'une monnaie locale se développe sur la base d'une communauté d'intérêts constituée en structure de l'ESS, le rôle de la puissance publique ne doit pas être celui d'initiateur mais bien de promoteur, d'acteur et de facilitateur.

Ce rôle peut prendre plusieurs formes, présentés ci-dessous par degré croissant d'implication :

- Le versement d'une subvention de fonctionnement permettant aux structures de faire face à leurs coûts ;
- L'aide à la structuration d'une monnaie locale en participant activement à sa gouvernance, par exemple au sein de l'un des collèges de décision de l'association ou coopérative émettrice (voir le point 3.) ;
- L'acceptation du paiement en monnaies locales dans les équipements publics payants (gymnases, bibliothèques, piscines, service de vélo en auto-partage, cantine scolaire etc.) ;
- Le paiement d'une partie des salaires des élus en monnaie locale ;
- Le versement d'une partie des aides - notamment celles à vocation économique - en monnaies locales ;
- La création de dispositifs de crédits d'impôts en monnaie locale pour les travaux de performance énergétique (remboursement d'une quote-part d'impôt foncier en monnaie locale, crédit d'impôt sur la conversion biologique d'une exploitation agricole).

Parmi ce spectre d'interventions, nous recommandons les incitations suivantes, particulièrement efficaces pour stimuler l'utilisation et la diffusion des monnaies locales.

Pour inciter les consommateurs à réaliser des achats en monnaie locale, les Régions pourraient verser un surplus de 5% au moment de l'achat – sur le modèle du RolloN en Normandie : pour chaque euro-local dépensé, la Région s'engage à créditer 5 centimes en monnaie locale sur le compte ou la carte de paiement local.

De même, les aides versées par la puissance publique - et en particulier par les régions – devraient en partie être distribuées en monnaies locales. Ceci assurerait un meilleur effet de levier de la dépense publique sur le territoire où l'aide est déployée : la part distribuée en monnaie locale servirait uniquement le territoire en question là où les aides en euros sont diluées dans l'économie européenne et mondiale et ont donc un impact moins important à l'échelle locale, comme l'exemple de la Bristol Pound nous l'a montré. Dans le cadre des plans de relance post-Covid19, **nous proposons donc aux Conseils Régionaux de distribuer**

10% des subventions versées aux entreprises en monnaie locale. C'est une manière de conditionner les aides versées à leur utilisation sur leur territoire.

Il pourrait aussi être intéressant de verser une part des aides destinées aux particulier en monnaie locale à condition que les aides à vocation sociale en soient dans un premier temps exclues. En effet, avant que les monnaies locales ne soient reconnues par la population, il n'est pas souhaitable de mélanger la vocation sociale des politiques d'aides (RSA, aides au chômage, minima sociaux, etc.) et la vocation économique de l'utilisation des monnaies locales. **Pourraient en revanche être versées en monnaies locales l'ensemble des aides non ciblées dans les domaines du tourisme (chèques-vacances) et du transport (forfaits d'accès aux réseaux de transports publics)** : ces deux activités ayant particulièrement souffert de l'arrêt des activités, l'emploi de monnaies locales faciliterait leur redémarrage.

Plus symboliquement, **le versement d'une partie des indemnités des élus en monnaies locales**, en prenant exemple sur le maire de Bristol (dont l'indemnité d'élu est payée en Bristol Pound depuis 2012), aurait plusieurs bénéfiques : montrer l'exemple et s'engager à réaliser une part de ses dépenses sur le territoire de son élection. Les prochaines élections régionales de 2021 devraient être l'occasion pour les candidats de proposer cette mesure d'ordre symbolique mais pouvant engager une réflexion dans les territoires sur le développement des monnaies locales.

3. La monnaie en format numérique comme lubrifiant des échanges

Des monnaies locales existantes aujourd'hui, les plus importantes ont toutes une existence numérique (c'est notamment le cas de l'Eusko, du Rollon, de Sardex, de SoNantes ou encore du Wir). Pour passer à l'échelle, cette numérisation du paiement est indispensable : elle fluidifie le paiement du point de vue du consommateur, facilite l'échange d'euros en monnaie locale, et simplifie la gestion de la trésorerie des entreprises (pour rappel, la monnaie locale est comptabilisée en euros, et est donc transparente dans les comptes des entreprises).

Nous reconnaissons que les monnaies locales ont la vertu de mettre en avant les particularismes locaux, qu'elles appartiennent à un mouvement de volonté d'extraction de l'uniformisation des pratiques facilitée par la technologie. La pratique initiale des monnaies locales sous format papier fait indéniablement partie de cet objectif. En revanche, les effets bénéfiques de ces monnaies sur l'économie sont d'autant plus forts que leur utilisation est importante. Or, créditer un compte ou une carte de paiement en monnaie locale est plus rapide et plus facile que de passer par des bureaux de change ; la digitalisation permet en outre une plus grande transparence des transactions.

Cette numérisation de la monnaie locale devrait également être intégrée à une démarche de promotion et de marketing, notamment par le biais de mise en place de *marketplaces* régionales : pour faciliter l'utilisation des monnaies locales, il est important que les consommateurs aient connaissance à la fois de son existence, mais également des moyens de se la procurer et des commerces où ils pourront les utiliser. **Une plateforme en ligne rassemblant l'ensemble des commerces et entreprise locales devrait être mise en place à l'échelle régionale et l'une des conditions d'y figurer devrait être d'accepter la monnaie locale comme moyen de paiement tant pour les achats en ligne que pour les achats en boutique.** De nombreuses régions ont mis en place ce genre de plateformes pendant le confinement pour aider les entreprises qui souffraient de l'absence d'activité à trouver des

débouchés à leurs stocks. Ces plateformes devraient désormais servir d'impulsion à la circulation des monnaies régionales ainsi que d'accélérateur de mutualisation d'une même monnaie locale sur un périmètre plus étendu s'adossant à l'extension du marché pertinent.

4. La gouvernance démocratique, pour revenir au fondement d'une « monnaie confiance »

Les modèles associatifs et de coopératives nous paraissent les mieux adaptés au déploiement des monnaies locales non seulement car ils sont les seuls autorisés mais car ils répondent davantage à l'exigence démocratique qu'elles supposent. Le bon fonctionnement d'une monnaie locale repose sur la confiance que les acteurs économiques placent en elle et donc sur la faculté de l'organisation à prendre en compte les intérêts en présence. Donner la possibilité aux parties prenantes de décider des contours et évolutions de cette monnaie est donc un gage de cette confiance. Ainsi, devrait siéger au conseil d'administration de ces structures des représentants :

- Des entreprises utilisatrices ;
- Des consommateurs ;
- Des pouvoirs publics qui acceptent la monnaie locale comme moyen de paiement ;
- Des financeurs, au rang desquels, la région ;
- D'autres parties prenantes dont les syndicats professionnels et salariés, les associations locales notamment de protection de l'environnement et des droits humains.

Définir le processus de validation d'un nouveau membre dans le réseau, fixer le montant de création de monnaie, préciser les conditions de conversion en euros de la monnaie... Toutes ces décisions ont un impact sur l'ensemble des parties prenantes et c'est pourquoi le système aura d'autant plus de chances d'être accepté sur un territoire que ces décisions pourront être prises collégialement. A ce titre, la nature de gouvernance postulée par les sociétés coopératives d'intérêt collectifs semble répondre largement aux enjeux ainsi présentés.

*
* *

Alors que « le monde » constate la nécessité de se repenser à l'aune des enseignements de la crise sanitaire, le « retour au local » ainsi que la réappropriation de la souveraineté sont des sujets qui refont un retour massif dans le débat public. Ces notions ont des effets de bord : elles peuvent conduire à la tentation de l'autarcie au sein de communautés repliées sur elles-mêmes ; elles peuvent aussi faire émerger une plus grande attention de chacun aux dynamiques de développement de nos environnements immédiats. Se faisant, elles permettant à chacun d'apprécier l'impact de son action.

Les monnaies locales sont à ce titre un catalyseur de cette prise de conscience de la nécessité de renouer avec des systèmes locaux plus résilients, plus démocratiques, plus respectueux de l'environnement et plus incarnés. Les monnaies locales remplissent à ce titre des missions diverses : elles favorisent les circuits courts et donc le soutien à l'économie locale, elles permettent une monnaie incarnée renouant avec des solidarités plus mécaniques, elles

permettent un développement économique, social, environnemental et territorial soutenable et autonomisé des effets macroéconomiques majeurs. *In fine*, elles contribuent à construire une « société à dominante contributive » comme le dit Pierre Giorgini²⁴, où les acteurs tentent de répondre à leurs besoins en cherchant les solutions d'abord auprès au sein de leur territoire, en comptant sur l'intelligence collective, avant de s'insérer dans un système plus global dont ils maîtrisent moins le fonctionnement.

Le développement des monnaies locales doit toutefois s'inscrire dans une trajectoire pérenne visant la durabilité et la taille critique pour révéler tous leurs atouts, mettant au cœur de leur fonctionnement :

- La gouvernance et l'appropriation par les parties prenantes ;
- La recherche de l'usage estimant que les flux génèrent les flux et donc les usages et la pérennité ;
- La recherche de constitution d'un « système monétaire territorial » nécessitant de travailler particulièrement son appropriation pour les transactions B2B ainsi que par les pouvoirs publics dans leurs relations avec les administrés / usagers / consommateurs / contribuables.

²⁴ La Crise de la joie, Pierre Giorgini, 2020

Annexe : Fiche synthétique de la monnaie locale

- Une monnaie locale à parité avec l'Euro, servant à la fois **d'intermédiaire des échanges entre consommateurs et commerçants, et de moyen de crédit entre entreprises** ;
- **Une monnaie créée et distribuée par une structure à la gouvernance démocratique** – une association ou une coopérative – où toutes les parties prenantes y sont représentées pour prendre les décisions sur l'usage de la monnaie et ses évolutions : consommateurs, commerçants, puissance publique, financeurs ;
- **Une absence de coût à l'entrée pour les utilisateurs** : pas de frais d'adhésion pour intégrer le réseau ;
- **Une absence de coût de sortie pour les petits utilisateurs** : les monnaies locales ne doivent pas être perçues comme une contrainte pour que leur usage soit généralisé. La pratique des monnaies fondantes devrait être réservée aux gros acteurs qui accumulent dans leurs caisses une part significative de la monnaie pour les inciter à la réinjecter dans l'économie du territoire et non à la convertir. Les petits porteurs devraient en être exonérés pour fluidifier son usage. Le Galais à Ploërmel place ce seuil à 1 000 euros-locaux, c'est le montant que nous retenons ;
- **Un soutien de la puissance publique** prenant plusieurs formes :
 - **Un soutien financier de la région à la structure émettrice**
 - **L'acceptation de la monnaie locale pour l'accès aux équipements publics payants**
 - **Le versement d'une partie des aides économiques en monnaie locale** pour s'assurer qu'elles bénéficient en priorité aux territoires
 - **Le paiement symbolique d'une partie des indemnités d'élus** en monnaie locale
- **Un moyen de paiement numérique et une base de données en ligne** pour faciliter les conversions et faire connaître les points de vente qui acceptent la monnaie locale.